

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

N°9

26<sup>e</sup> année · mercredi 1<sup>er</sup> mars 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

## GRÈVE FÉMINISTE: C'EST REPARTI!



ERIC ROSET

Les deux vice-présidentes de l'Union syndicale suisse et sept travailleuses ont donné le coup d'envoi de la nouvelle Grève des femmes qui aura lieu le 14 juin prochain. Plutôt que de gagner du terrain, l'égalité régresse. La mobilisation est nécessaire pour contrer ce mouvement et obtenir des progrès réels. **PAGE 3**

### POINT DE MIRE

## Stop à la xénophobie!

Sylviane Herranz

Année électorale oblige, l'UDC reprend de plus belle ses diatribes anti-étrangers. La semaine dernière, elle s'est attaquée à la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider qui avait proposé d'instaurer des visas facilités pour accueillir des victimes du séisme en Turquie et en Syrie ayant de la famille en Suisse. L'UDC en a profité pour fustiger la politique d'asile helvétique, préconisant de mettre fin aux procédures menées dans notre pays, en les délocalisant ou en créant des «zones de transit» à la frontière. Le parti xénophobe espère continuer à surfer sur ses positions à l'emporte-pièce amalgamant criminalité et migration, profiteurs et travailleurs. Son nouveau slogan est que les étrangers arrivant en Suisse ne sont pas les bons... Mais qui sont les «bons» étrangers pour l'UDC? Les oligarques de l'Est comme de

l'Ouest? Les riches multimillionnaires? Les actionnaires des multinationales exploitant de la main-d'œuvre corvéable à merci dans les pays du Sud? Pourtant, ces «bons» étrangers, il faut bien les loger, les nourrir, leur garantir des coffres-forts bien gérés et bien gardés. Leur offrir le luxe nécessaire pour assouvir leurs besoins «essentiels». Or ces infrastructures, c'est bien ceux que l'UDC considère comme des «mauvais» étrangers qui les ont construites et qui les font tourner. Des travailleurs suant sur les chantiers. Des travailleuses s'épuisant dans les fabriques, dans les hôpitaux, les restaurants, le nettoyage.

L'UDC poursuit les vieilles pratiques xénophobes, cherchant à opposer les Suisses aux étrangers. Comme premier parti du pays, elle foule aux pieds la Constitution qui prévoit notamment que «la dignité humaine doit être respectée et protégée» et que «nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique». Le parti xénophobe peut se permettre de surfer sur une législation qui, elle-même, est fondamentalement discriminatoire. Pour preuve, le fait qu'il faille se battre aujourd'hui devant le Parlement pour empêcher l'expulsion d'étrangers établis dans notre pays depuis des décennies, ou même qui sont nés ici.

Depuis 2019, la Loi sur les étrangers autorise le renvoi de personnes migrantes ayant recours à l'aide sociale, peu importe que ce soit après du chômage prolongé, une maladie ou en raison de salaires de misère. Les titulaires d'un permis C, d'établissement, peuvent eux aussi être «dégradés» en passant à un permis B, les rapprochant d'une possible expulsion. Face à cette profonde injustice touchant des personnes ayant travaillé, cotisé, payé leurs impôts pendant de longues années, la conseillère nationale Samira Marti avait déposé une initiative parlementaire en juin 2020 pour que les personnes établies depuis plus de 10 ans en Suisse soient protégées d'un renvoi. Soutenue notamment par Unia et une pétition de 18 000 signatures, l'initiative a été acceptée par le Conseil national en septembre 2022. Elle doit encore être soumise au Conseil des Etats. Or sa commission parlementaire a décidé, il y a juste une semaine, de recommander son rejet... Une véritable injure à l'encontre de ces hommes et de ces femmes faisant tourner le pays, s'usant à la tâche et risquant à tout moment de perdre non seulement leur emploi ou la santé, mais aussi leur droit de vivre ici. Au vu du score serré, de sept voix contre six, on ne peut que s'affliger que d'autres élus de droite ont rejoint le clan de l'UDC. Il appartient maintenant au Conseil des Etats de faire preuve de responsabilité et de respect de cette dignité humaine, défendue par notre Constitution, en refusant que la pauvreté soit considérée comme un crime! ■

### PROFIL



Pascal Morier-Genoud, la liberté, sinon rien.

**PAGE 2**

### SECOND ŒUVRE

Il y a urgence à revaloriser les métiers.

**PAGE 5**

### SOCIÉTÉ

Entrecroiser les générations.

**PAGE 7**

### CONSTRUCTION

Etre une femme sur les chantiers.

**PAGE 9**

Manon Todesco

Le rendez-vous est donné à Lausanne, au Café Saint Pierre. Un lieu que Pascal Morier-Genoud connaît très bien puisqu'il y organise des soirées cabaret. Tous les deux mois, cette scène du dimanche reçoit des artistes qui viennent mettre un peu de paillettes, de rêve et de magie dans les nuits lausannoises. «Il y a vingt ans, quand j'ai commencé à me transformer, nous étions trois à le faire à Lausanne. La seule référence de l'époque, c'était Michou et *La Cage aux folles*. Cela s'est beaucoup démocratisé depuis.»

Ce n'est qu'une facette de la vie de Pascal Morier-Genoud. Originaire de Château-d'Ex, il grandit à Lausanne, dans un HLM du quartier de Bellevaux, dans une famille aimante. «Mon père était menuisier-ébéniste de métier, mais aussi chanteur et acteur. C'était un homme rempli de bonté et de sagesse, élevé essentiellement par des femmes. Quant à ma mère, elle m'a transmis son goût pour la liberté et son esprit critique. J'ai eu une enfance très heureuse, bien que modeste, mais nos parents ne nous ont jamais fait ressentir que l'argent était un problème ou même un sujet. Nous étions reconnus et écoutés.»

**AFFIRMATION**

A 13 ans, celui qui en a aujourd'hui 60 décroche son premier rôle de théâtre dans un conte de Noël dans lequel il joue le Père Martin, un vieux cordonnier. «J'ai tout de suite été fasciné par le jeu sur scène.» Il rejoint ensuite des troupes de théâtre amateur, et joue le monumental *Le Père Noël est une ordure* ou encore *Les Combustibles* d'Amélie Nothomb.

Professionnellement, Pascal Morier-Genoud se lance dans un apprentissage d'employé de commerce, lors duquel il s'ennuie profondément. «Je me suis juré de ne plus revivre ça.» Il devient alors travailleur social, notamment à Neuchâtel, et se spécialise dans la prévention contre le VIH et l'information dans le domaine des diversités sexuelles. «J'intervenais dans les prisons, les écoles, les EMS, les centres de requérants d'asile et tout autre lieu de rencontre.»

Alors jeune homme, il comprend qu'il est attiré par les hommes, et ça va le chambouler. «Cela a été très compliqué à vivre de moi à moi, j'ai mis 17 ans pour faire mon *coming-in*. J'ai ensuite fait mon *coming-out*, mais si c'était à refaire, je ne le ferais pas. On ne devrait pas avoir à s'affirmer en tant que minorité, je suis contre l'injonction du *coming-out*!»

**RÉVÉLATION**

En 1999, le Caméléon, théâtre d'intervention sociale, lui propose de rejoindre la troupe. Pour ce faire, il va se former au Théâtre de l'Opprimé à Paris. «La rencontre avec le dramaturge Augusto Boal a été magistrale et centrale dans ma vie. Il explique que face aux oppressions, il faut remettre du dialogue. Il redonne aussi leur responsabilité aux "spectateurs"»



Entre la scène et le terrain, Pascal Morier-Genoud s'épanouit dans sa vie d'artiste et de travailleur social. Toujours en faveur de l'égalité, et contre les injustices.

# LA LIBERTÉ, SINON RIEN

Travailleur social, acteur de théâtre et transformiste, Pascal Morier-Genoud, qui incarne depuis vingt ans Catherine d'Oex, œuvre pour l'ouverture, le dialogue et l'égalité

Après cela, Pascal Morier-Genoud devient indépendant. «C'est là que tout s'est mélangé, entre le théâtre et le travail social. Depuis, je n'accepte que des mandats qui m'intéressent. J'ai récemment travaillé avec les services de police pour une sensibilisation sur le harcèlement sexuel, en tant que superviseur dans le cadre de l'éducation

sexuelle dans les écoles ou encore sur les questions de cyberharcèlement.»

**TRANSFORMATION**

C'est en 2004 que naît Catherine d'Oex. «C'était à l'occasion du partenariat enregistré d'amis neuchâtelois. Nous avons créé deux personnages inspirés des *De-moiselles de Rochefort*, Catherine D.

et Françoise D. J'étais la première, et elle ne m'a plus jamais quitté.» Elle devient Catherine d'Oex, en référence à son origine, et accompagne Pascal Morier-Genoud dans son activité de préventologue. «C'est un personnage confessionnel: on lui disait des choses qu'on n'osait pas évoquer avec Pascal, sur des questions de sexualité et de

bien-être. Elle m'a permis d'aborder les gens autrement, de mettre de la légèreté.» A cette époque, les médias le surnomment «la madone du latex» ou encore «le travelo social».

La blonde et pulpeuse Catherine d'Oex sera ensuite au cœur de spectacles, des «one queer show» mêlant chanson française en live, humour et improvisation. Personnage superficiel en apparence, mais qui invite à la réflexion. «Elle est entre le clown et le bouffon: drôle, naïve mais aussi véritable miroir de la société qui invite à la critique.» Elle est un mélange de toutes ces femmes qu'il admire: Barbara, Dalida, Simone Veil, Gisèle Halimi, Mère Teresa, Romy Schneider, Catherine Deneuve évidemment, Meryl Streep ou encore Line Renaud. «Ce sont toutes des femmes extrêmement libres et qui osent.»

Se transformer en Catherine d'Oex a été un tournant dans la carrière de notre acteur. «Elle me donne encore plus de liberté, elle me permet de rire des femmes et des hommes et de questionner ces histoires de genre.» Catherine d'Oex l'a aussi fait voyager. «Grâce à ce personnage, j'ai été invité à jouer en Russie ou encore à des gay prides dans le monde entier.» Pascal Morier-Genoud se dit féministe, d'office. «Le féminisme, comme l'antiracisme, sont des valeurs de mon enfance que je n'ai jamais lâchées, même si je ne me retrouve pas dans toutes les tendances féministes actuelles...»

**LIBÉRATION**

Aujourd'hui, celui qui a toujours été en quête de liberté se sent libre. «Ce n'est pas un acquis, c'est toujours en mouvement. Le confinement a été très révélateur pour moi et j'ai compris qu'être libre, c'était aussi se libérer de soi-même.»

Pascal Morier-Genoud se sent entier. Catherine d'Oex, la chanson – qui le fait tant vibrer –, son métier d'éducateur et le théâtre social: tout est lié; d'ailleurs, il considère toutes ses activités à un même niveau. «La vie est un grand jeu. Il s'agit de faire les choses au sérieux sans se prendre au sérieux.» L'objectif est toujours le même: ouvrir le dialogue entre les gens et œuvrer pour l'acceptation, l'égalité et la justice. «Je n'ai pas la sensation physique d'être en lutte, je suis un élément qui se mobilise. Je suis lucide, je ne verrai pas de mon vivant une société sans inégalités ni injustices, mais j'aime croire que j'ai apporté ma pierre à l'édifice et j'en suis fier.» ■

Où voir Catherine d'Oex?

18 mars: soirée cabaret au Crazy Moon, à Vevey, 20h.

19 mars: brunch cabaret à l'Officine, à Lausanne.

2 avril: soirée cabaret au Café Saint Pierre, à Lausanne.

En juin: la folle semaine à Lutry.

28 juillet: festival de musique classique à Verbier.

Plus d'infos, les CD et le livre de notre invité sur: [catherinedoex.ch](http://catherinedoex.ch)

**LES TRAITS TIRÉS**

Vincent

## LA GUERRE EN UKRAINE FÊTE SON PREMIER ANNIVERSAIRE



# «NOUS VOULONS ENFIN VOIR DES PROGRÈS»

L'Union syndicale suisse a officiellement lancé la Grève féministe du 14 juin par la voix de ses deux vice-présidentes, Vania Alleva et Natascha Wey, et aux côtés de sept travailleuses

Sonya Mermoud

Coup d'envoi de la Grève féministe du 14 juin. Lors d'une conférence de presse organisée le 14 février à Berne, Vania Alleva et Natascha Wey, vice-présidentes de l'Union syndicale suisse (USS), ont expliqué pour quelles raisons cette prochaine mobilisation, troisième du genre après les rassemblements de 1991 et de 2019, s'avérait une fois de plus nécessaire. «Au lieu de gagner du terrain, l'égalité régresse au niveau des salaires, des rentes et de la répartition du travail de *care*. Le revenu des femmes reste plus faible que celui des hommes de 43,2% en moyenne. Ça ne peut pas continuer comme ça», s'est indignée Vania Alleva. La présidente d'Unia a mentionné différentes branches à bas salaires comme l'hôtellerie-restauration qui emploie un grand nombre de femmes et où les rémunérations mensuelles s'élèvent à moins de 3100 francs (salaire médian). Les vendeuses, les éducatrices de la petite enfance, les coiffeuses gagnent après leur apprentissage entre 3500 francs et 5000 francs. Depuis 2016, les faibles rémunérations ont par ailleurs baissé en valeur réelle. Un déficit de revenus aussi particulièrement problématique à la retraite, avec un écart entre les rentes des hommes et celles des femmes atteignant 34,6%, et cela alors que les travailleuses doivent désormais trimer un an de plus. La réforme de la LPP en l'état a également fait l'objet de critiques, considérée comme une «opération de démantèlement unilatérale, un projet de casse sociale au détriment des femmes».

## AU-DELÀ DE LA GRÈVE

«Nous voulons enfin voir des progrès. Manifestement pourtant, sans la pression de la rue, ce n'est pas près d'arriver.



Entourées de sept travailleuses, les vice-présidentes de l'Union syndicale suisse, Vania Alleva, debout, et Natascha Wey, deuxième depuis la droite, ont lancé officiellement à la mi-février la Grève des femmes de 2023.

Voilà pourquoi la Grève des femmes est indispensable. Ces sujets ont de tout temps occupé les syndicats... Mais la pression doit aussi s'exercer dans les entreprises.» Dans ce contexte, les représentantes de l'USS ont insisté sur la nécessité pour les syndicats de recruter des membres dans les secteurs essentiellement féminins afin de faire avancer l'égalité. «Les conditions de travail s'améliorent là où les syndicats sont forts, et moyennant une mobilisation collective. Le taux de couverture des conventions collectives de travail (CCT) doit progresser dans les branches majoritairement féminines, et l'heure est à des hausses massives de salaires», a déclaré Natascha Wey, qui occupe également la fonction de secrétaire générale du SSP, estimant inacceptable la situation prévalant dans les

secteurs de la santé, du social ou encore dans celui de l'accueil des enfants. «La Grève féministe est pour nous l'occasion de renforcer la mobilisation sur les lieux de travail. Certaines branches où travaillent une majorité d'hommes, comme le secteur de la construction, ont réussi à faire adopter un départ à la retraite à 60 ans. Le SSP demande que d'autres domaines puissent en bénéficier, comme celui des soins. Mais pour atteindre cet objectif, il faut augmenter nettement le taux de syndicalisation.»

## LES SALAIRES EN LIGNE DE MIRE

Sept travailleuses issues de différents milieux professionnels et provenant des quatre coins du pays ont témoigné à tour de rôle de leur situation, ancrant dans la réalité de leur quotidien les constats des syndicats. À l'image de Pamela Silva Barrientos, assistante en pharmacie. La jeune femme, œuvrant depuis six ans dans la branche, a dénoncé les bas salaires, le manque de perspectives d'évolution et l'exigence d'information et de formation à charge des employés. Elle a insisté sur les connaissances et les responsabilités inhérentes à ses multiples tâches et précisé se battre aujourd'hui pour une CCT. Une lutte jugée d'autant plus nécessaire que les mauvaises conditions de travail expliquent, selon elle, la pénurie de personnel dans ce secteur. La question des basses rémuné-



Tour à tour, les salariées présentes ont dénoncé les bas salaires et les mauvaises conditions de travail dans leurs domaines.

rations a également été mise en avant par Kerstin Maurhofer-Späh, une vendeuse comptabilisant trente années de service. Cette dernière a encore souligné la pénibilité de la fonction et une flexibilité nuisant à la conciliation entre activité professionnelle et vie privée. Sarah-Julia Mois, employée de la Compagnie générale de navigation a défendu de son côté la nécessité de procéder à des contrôles de salaires pour favoriser l'égalité. «Des outils gratuits et efficaces existent, pourquoi ne sont-ils pas utilisés?» s'est-elle interrogée tout en réclamant l'accessibilité à des formations continues pour tous et le renforcement de la sécurité du personnel, notamment contre le harcèlement au travail. Une problématique aussi soulevée par Muriel Noble, musicienne au sein de l'Orchestre de la Suisse romande et coprésidente centrale de l'Union suisse des artistes musiciens.

## LA NÉCESSITÉ DE CHARTES ÉTHIQUES

La violoniste a dénoncé les jeux de pouvoir s'exerçant dans le milieu caractérisé par la précarité de l'emploi et propres à favoriser une carrière ou à lui faire barrage. Elle a condamné «les propos sexistes, racistes, les femmes scrutées sur la longueur de leur jupe» et revendiqué l'affichage de chartes éthiques dans tous les lieux de travail, fixant clairement les limites. L'artiste milite pour une CCT et un respect

du métier qui doit aussi être concrétisé par un salaire juste pour les intermittents. «On ne peut accepter qu'une répétition de trois heures soit rémunérée 50 francs.»

Educatrice de l'enfance en formation, Antonia Undurruga a fustigé de son côté les sous-dotations en moyens et en places dans son domaine. La jeune femme s'occupe seule de «sept trotteurs», soit des petits de 18 mois à 3 ans. «Nourriture, hygiène, sécurité y compris affective... C'est parfois un tel stress que je n'ai même pas le temps de me rendre aux toilettes.» La jeune femme qualifie son métier «d'épuisant et d'usant, très physique, émotionnel, bruyant». Une profession «souvent méconnue et dévalorisée», loin de la représentation idéale répandue... «On croit souvent que c'est juste sympa de bosser avec des enfants», témoigne encore Antonia Undurruga réclamant une réduction du nombre d'enfants par groupe, une diminution du temps de travail effectif sans changement de salaire et un abaissement de l'âge de la retraite. «Les personnes restent rarement longtemps dans la profession. Il y a beaucoup d'absences», a-t-elle plaidé, avant de conclure par un appel à la grève le 14 juin. ■

Plus d'informations sur le site de campagne de l'USS sur: 14juin.ch



## De l'argent pour l'armée, rien pour les crèches

Le Conseil fédéral refuse de s'impliquer dans les structures d'accueil dévolues aux enfants

Aline Andrey

«Alors que le Conseil fédéral annonce une augmentation de quelque 600 millions de francs des dépenses de l'armée, il lésine sur le financement des crèches et les mesures d'égalité.» Cette réaction du Parti socialiste suisse fait suite, le 15 février, à la demande du Conseil fédéral de relever le plafond des dépenses militaires de 21,1 à 21,7 milliards de francs (pour 2021 à 2024) et, parallèlement, à son rejet de participer financièrement aux frais de garde des enfants. Pour le gouvernement, l'accueil extrafamilial dépend «de la compétence des cantons ainsi que de la responsabilité des employeurs», d'autant plus que la situation financière de la Confédération est «tendue». Le Parlement aura toutefois le dernier mot. Dans ce sens, le Conseil

fédéral émet la possibilité d'une contribution de 10% au maximum des coûts et non pas de 20% comme proposé par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national. Promouvoir la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et combattre la pénurie de main-d'œuvre nécessitent pourtant un investissement public conséquent, selon la faitière syndicale Travail.Suisse: «Ces charges trop élevées constituent un véritable obstacle à un engagement plus important des mères sur le marché du travail et donc à une véritable égalité entre femmes et hommes.» A noter que les tarifs payés par les parents en Suisse sont particulièrement élevés en comparaison européenne. Responsable de la politique de l'égalité à Travail.Suisse, Valérie Borioli Sandoz ajoute: «À l'évidence, le gouvernement est obnubilé par une vision comptable

à court terme et ne perçoit pas l'importance d'investir dans l'accueil extrafamilial des enfants en âge préscolaire et scolaire. C'est déplorables et incompréhensible en ces temps de pénurie de main-d'œuvre qualifiée dont souffrent tant d'entreprises.»

Pour le PS, l'initiative sur les crèches est d'autant plus essentielle. Soutenue par les syndicats, dont Unia, elle est en cours de récolte de signatures depuis le 8 mars 2022. Cette initiative veut faciliter l'accès aux crèches et à l'accueil parascolaire en plafonnant les dépenses pour les familles à 10%, mais aussi en favorisant de meilleures conditions de travail pour le personnel. Elle propose également que deux tiers des frais soient pris en charge par la Confédération. ■

Plus d'informations et pour signer l'initiative, aller sur: creches-abordables.ch

## LE PERSONNEL SOIGNANT TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Lors de la conférence de branche des soins d'Unia, les déléguées ont rappelé les mesures urgentes pour stopper l'exode dans le métier

Aline Andrey

«Si le Conseil fédéral continue à faire traîner la mise en œuvre de l'initiative sur les soins, 15 000 autres soignantes et soignants quitteront le métier avant son application.» Lors de la conférence de branche des soins et de l'accompagnement d'Unia à Berne, le 20 février, les déléguées ont rappelé l'urgence de la situation, alors que le calendrier «peu ambitieux du Conseil fédéral» repousse l'application de la loi en 2027 seulement.

Si les mesures prévues sont bonnes, il manque, de l'avis de la Conférence, des éléments importants tels que des normes minimales contraignantes pour les conditions de travail dans toute la Suisse; des directives sur la dotation minimale en personnel selon le nombre de lits et de soins qui tiennent compte de l'expertise des salariés; ainsi qu'un financement équitable des soins. Les déléguées ont rappelé les cinq mesures d'urgence, afin de stopper l'exode des salariés et d'assurer une prise en charge de qualité des patients: une augmentation de salaire pour le même taux d'occupation ou une réduction du temps de travail pour le même salaire; le paiement additionnel ou la compensation en temps pour les heures supplémentaires, les horaires irréguliers et les changements de planning; au moins 5 semaines de vacances jusqu'à 49 ans, 6 semaines dès 50 ans et 7 semaines dès 60 ans; l'enregistrement et la rémunération du temps de travail effectif (temps pour se changer et se déplacer compris); des allocations pour l'accueil extrafamilial des enfants. Le personnel étant composé à plus de 80% par des femmes, ces dernières sont résolues à participer à la Grève du 14 juin pour faire valoir leurs revendications. Elles appellent ainsi à l'égalité salariale et à l'alignement des rémunérations sur celles des métiers typiquement masculins. ■



### Vous travaillez dans le nettoyage ou l'hôtellerie-restauration et vous aimeriez vous former?

#### Formation pour femmes migrantes dans les domaines du nettoyage et de l'hôtellerie-restauration

Les cours débuteront en août 2023 à Vevey, pendant 2 ans et selon un planning adapté aux disponibilités des participantes.

##### Progresser s'adresse:

- aux femmes aux qualifications non-reconnues
- travaillant dans le nettoyage ou l'hôtellerie-restauration
- souhaitant acquérir à terme une attestation ou un certificat professionnel reconnu



Inscrivez-vous!

##### Intéressée? Prenez contact avec nous!

Nous vous informons très volontiers sur ce parcours de formation personnalisé.

ECAP 021 320 13 27, Unia Vaud 0848 606 606

[www.progredir.ch](http://www.progredir.ch)

**ECAP UNIA**

### L'intelligence émotionnelle au travail

Offre de formation pour les membres Unia Transjurane  
En partenariat avec Debco Coaching



Séance d'information  
Mardi 14 mars 2023 à 18h  
Secrétariat Unia à Delémont

Informations et inscriptions  
Unia Transjurane - M. De Bonis  
0848 421 600 - 032 421 10 57  
[transjurane@unia.ch](mailto:transjurane@unia.ch)

Prix  
CHF 100.- inclus matériel de cours



Pour plus d'infos

**UNIA**

### Journée des militantes et des militants de la région de Genève



Le Syndicat.

#### Une journée de réflexion et débats

**Samedi 11 mars de 8h30 à 15h**

**Syndicat Unia, chemin Surinam 5**

Tu es un-e militant-e engagé-e, un-e militant-e d'un comité de branche, tu es intéressé-e à réfléchir et à discuter de sujets d'une grande importance pour l'année 2023 tant du point de vue politique que syndical? Inscris-toi à la journée des militantes et des militants de la région de Genève!

Nous devons nous organiser pour mener, ensemble, les luttes à venir.

**Cette année, trois ateliers sont proposés: grève des femmes 2023 sur les lieux de travail;**

**votations 2023: 1000 emplois et droits politiques des personnes de nationalité étrangère;**

**initiative contre le licenciement, une priorité politique que le Congrès Unia 2022 s'est fixé.**

La journée se terminera autour d'un repas convivial!

Inscription à la journée des militant-e-s du samedi 11 mars à renvoyer d'ici au 1<sup>er</sup> mars au plus tard à Pablo Guscetti par e-mail: [pablo.guscetti@unia.ch](mailto:pablo.guscetti@unia.ch) ou par courrier postal: Pablo Guscetti – Unia Région Genève Chemin Surinam 5 – Case postale – CH-1211 Genève 13

Nom et prénom, e-mail: .....

.....

.....

Je participe aux discussions et au repas:

avec viande (sans porc)

végétarien

régime particulier/allergies (préciser).....

Je participe aux discussions, mais sans repas

Je serai accompagnée de.....enfant(s)

#### L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4  
1005 Lausanne  
Tél. 021 321 14 60  
Fax 021 321 14 64  
[redaction@evenement.ch](mailto:redaction@evenement.ch)  
[www.evenement.ch](http://www.evenement.ch)

ÉDITEUR L'Événement syndical  
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE  
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

#### JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,  
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

#### COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,  
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,  
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

#### PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,  
Olivier Vogelsang

#### ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-  
Abonnement de soutien Fr. 100.-  
[forum@evenement.ch](mailto:forum@evenement.ch)  
[Publicite\\_pub@evenement.ch](mailto:Publicite_pub@evenement.ch)

#### CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"  
Catherine Gavin

#### IMPRESSION

Pressor SA, Delémont  
Tirage contrôlé 54 700 exemplaires

**WWW.  
EVENEMENT.CH**

## Qu'est-ce que des soins de qualité?

C'est ce que la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI) veut découvrir dans son enquête.

**Tu travailles dans un EMS?** Alors réponds à un questionnaire en ligne, et participe à la discussion de groupe dans ta région!

**Participe au projet de recherche!**



**LE COURRIER**

## L'information a un prix, son indépendance aussi

**Offrez (-vous) un média engagé!**

2 mois d'essai dès 19 Frs.

# IL Y A URGENCE À REVALORISER LES MÉTIERS DU SECOND ŒUVRE

Les négociations pour le renouvellement de la CCT du second œuvre romand s'apprêtent à démarrer, les travailleurs ont choisi leurs revendications prioritaires

Textes Jérôme Béguin

L'année 2023 est une année charnière pour le second œuvre. La Convention collective de travail (CCT) du second œuvre romand doit être renégociée. Elle règle les conditions de travail de 24 000 salariés et salariées (voir aussi en page 9) et s'applique à de nombreux métiers de l'artisanat, du bois à la plâtrerie-peinture, en passant par la vitrerie, le carrelage ou la couverture des bâtiments. Des négociations avec les représentants patronaux doivent s'ouvrir dans les prochaines semaines. Unia vient de lancer une pétition qui circule sur les chantiers pour appuyer les cinq revendications principales du personnel que sont des augmentations salariales, une hausse des indemnités de repas, le paiement des pauses et des temps de trajet, ainsi qu'une meilleure organisation des chantiers. Ces revendications ont été votées par les délégués du syndicat après avoir été plébiscitées sur les lieux de travail par plus

de 2000 de leurs collègues au travers d'une enquête réalisée l'année dernière. Les salariés veulent obtenir une indemnité de repas de vingt francs, pour tous, tous les jours et sans conditions. Actuellement 18 francs sont dus si l'employeur exige qu'on reste sur le chantier, mais aucune indemnité n'est versée aux ouvriers occupés en atelier. Les travailleurs demandent aussi le plein paiement des trajets professionnels. Chaque jour, la première demi-heure de transport n'est, en effet, pas rétribuée, ce qui revient à 2h30 de travail gratuit chaque semaine. Les salariés souhaitent également bénéficier de pauses payées le matin et l'après-midi. Ils exigent que les chantiers soient bien organisés, disposent de moyens de levage et de portage, de vestiaires chauffés et de sanitaires propres, avec prise en compte des besoins spécifiques des femmes. Les travailleurs ont encore placé en tête de leurs revendications un supplément de 25% pour toutes les heures supplémentaires. Aujourd'hui, ce supplément n'est versé qu'à partir de 45 heures par semaine.



Tournée des chantiers à Genève, en mars 2022. Les syndicalistes d'Unia recueillent les revendications principales des travailleurs du second œuvre dans un sondage réalisé en perspective des négociations pour le renouvellement de la Convention romande.

**«LA COLÈRE GRONDE»**  
Lors des négociations, la délégation d'Unia va tenter de décrocher une augmentation des salaires effectifs et minimums. «Il n'y a pas eu d'adaptation des salaires minimums depuis six ans et les salaires effectifs n'ont été indexés que de 1,5% cette année. Les associations patronales refusent d'ailleurs depuis dix ans toute véritable valorisation de ces derniers. Cette attitude alimente une spirale de sous-enchère qui ne profite pas aux entreprises et qui se règle surtout sur le dos des ouvriers dont la colère gronde. Les

métiers du bois, de la plâtrerie-peinture ou du carrelage font face à une pénurie de main-d'œuvre, il y a urgence à les revaloriser, non seulement parce que le pouvoir d'achat des salariés s'est érodé, mais aussi pour garantir l'avenir de ces branches», explique Aldo Ferrari, responsable de la délégation syndicale aux négociations et coresponsable du secteur des arts et métiers d'Unia. Le syndicaliste ne cache pas que les négociations à venir s'annoncent difficiles, mais elles devraient être accompagnées d'une mobilisation sur les chantiers et dans les entreprises. Le

1<sup>er</sup> mai, tous les travailleurs seront invités à converger vers Lausanne pour une grande démonstration du second œuvre romand. ■

## LIBRE-PASSAGE ENTRE LES TROIS SYSTÈMES DE RETRAITE ANTICIPÉE

Bonne nouvelle pour les salariés du second œuvre romand, de l'enveloppe des édifices et de la plâtrerie-peinture alémanique: la fondation pour la retraite anticipée Resor a convenu avec les fondations MPR (Modèle de préretraite) Peinture-plâtrerie et MPR Enveloppe des édifices de prendre en compte, pour le calcul du droit aux prestations, les années de cotisation aux différentes caisses. Un peintre fribourgeois, par exemple, ne perdra plus son droit à la retraite anticipée en allant travailler dans le canton de Berne. Une telle convention unissait déjà les fondations MPR Peinture-plâtrerie et MPR Enveloppe des édifices. ■

La pétition peut être signée via le code QR ci-contre ou sur: [unia.ch/sor](https://unia.ch/sor)



Aucun nom ne sera communiqué aux associations patronales.

## Une importante CCT à renouveler à Neuchâtel

Le personnel du commerce de détail, des pharmacies et des opticiens du canton est invité à une assemblée générale sur la nouvelle convention collective de la branche

Sylviane Herranz

La Convention collective de travail (CCT) neuchâteloise du commerce de détail arrive à échéance à la fin de l'année. Les négociations pour son renouvellement entre les associations patronales et le syndicat Unia ont abouti sur les points essentiels. Des nouveautés et des améliorations ont été obtenues et seront présentées par le syndicat aux salariées et aux salariés de la branche lors d'une assemblée générale du personnel, qui

se tiendra le mercredi 15 mars en fin de journée. La CCT de la vente neuchâteloise, qui aura bientôt 10 ans, est applicable dans tous les commerces du canton occupant au moins l'équivalent de deux personnes à plein temps. Le personnel des pharmacies et des opticiens y est aussi soumis. Dans son invitation à l'assemblée générale, Unia rappelle l'importance qu'un maximum de salariés, membres ou non du syndicat, y participe. Car pour être mise en œuvre, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la nouvelle CCT nécessite l'accord du personnel, comme celui des associations patronales. Un vote déterminant, explique Unia, car il décidera de l'avenir de cette convention encadrant les droits du personnel de la branche.

Les différentes améliorations obtenues au cours des négociations seront présentées lors de l'assemblée syndicale. Parmi ces résultats, soulignons notamment l'introduction de 6 semaines de vacances selon la taille du magasin et dans certaines conditions; l'augmentation des salaires avec une nouvelle grille salariale; la possibilité d'avoir

congé le 26 décembre ou le 2 janvier en fonction de la grandeur du magasin. Un débat et des échanges auront lieu sur ces différents aspects avant que les personnes présentes soient appelées à voter sur la nouvelle CCT. Le secteur tertiaire d'Unia Neuchâtel invite tous les membres et tous les employés du commerce de détail, des pharmacies et des opticiens du canton à participer à cette assemblée qui définira leurs futures conditions de travail. Elle aura lieu simultanément à deux endroits, dans les locaux d'Unia à Neuchâtel et dans ceux de La Chaux-de-Fonds, qui seront reliés par Zoom. Une participation en ligne est aussi possible. Les liens seront fournis aux personnes inscrites. ■

Assemblée du commerce de détail, mercredi 15 mars (19h accueil, 19h30 début de la séance) à Unia Neuchâtel et à Unia La Chaux-de-Fonds et sur Zoom. Inscriptions auprès de Sandrine Maeder, [sandrine.maeder@unia.ch](mailto:sandrine.maeder@unia.ch), 076 509 40 02.

## BRÈVES

### VAUD LES FONCTIONNAIRES REPARTENT EN GRÈVE

Ce 1<sup>er</sup> mars, le personnel des secteurs public et parapublic du canton de Vaud organise une nouvelle journée de lutte. Une manifestation est prévue en fin de journée à Lausanne. Syndicats et Gouvernement vaudois se sont rencontrés le 23 février. Une première depuis la décision du Conseil d'Etat, début décembre, d'indexer les salaires à seulement 1,4% pour 2023. Et qui a confirmé qu'il ne reviendrait pas sur sa décision, tout en saluant, dans un communiqué, «des échanges constructifs» et son engagement «à proposer une enveloppe financière destinée à l'amélioration des conditions de travail et à assurer la délivrance de prestations de qualité notamment dans plusieurs secteurs public et parapublic (la santé, le social, la sécurité et l'école)». «Cette enveloppe financière pourrait également comprendre des mesures de compensations salariales», indique le gouvernement. Mais pas avant 2024, selon sa présidente, citée dans *Le Courrier*.

Autre son de cloche du côté des syndicats FSF, SSP, SUD et des travailleuses et des travailleurs réunis en assemblée générale à la suite de cette rencontre, tous indignés par l'attitude du Conseil d'Etat qui «se borne à évoquer d'hypothétiques mesures non chiffrées et non délimitées».

Dans une résolution votée à l'unanimité (moins 3 abstentions), les travailleuses et les travailleurs ont donc décidé de se remobiliser le 1<sup>er</sup> mars sur les lieux de travail et dans la rue, de soutenir les délégations lors des nouvelles discussions prévues le 22 mars avec le Conseil d'Etat, qui seront suivies d'une assemblée générale pour décider de la suite de la lutte. De surcroît, l'assemblée «exige du Conseil d'Etat qu'il communique au préalable une proposition chiffrée» et «une pleine indexation correspondant au renchérissement effectif du coût de la vie» de manière égale pour tous les employés des secteurs public et parapublic. ■ AA

### VENTE JELMOLI VA FERMER BOUTIQUE. UNIA EXIGE UN PLAN SOCIAL GÉNÉREUX

Le plus ancien grand magasin de Suisse va fermer son enseigne zurichoise et ses deux boutiques de l'aéroport de Zurich à la fin de l'année. Quelque 850 collaboratrices et collaborateurs sont touchés par cette décision annoncée début février par son propriétaire, Swiss Prime Site, une société immobilière basée à Zoug. Cette dernière évoque des pertes cumulées de 45 millions sur les sept dernières années, alors que l'enseigne affichait un chiffre d'affaires global de 119 millions en 2021. Le dynamisme du commerce en ligne et l'évolution des comportements des consommateurs seraient aussi à la base de la décision, justifie le groupe. Pour Swiss Prime Site, qui avait racheté Jelmoli en 2009, il devient plus rentable de transformer son grand magasin zurichois en bureaux, restaurants, boutiques et offres sportives. L'immeuble, situé dans une zone luxueuse de la capitale économique du pays, sera rénové à partir de l'année prochaine pour le début 2027. Unia Zurich dénonce cette fermeture se réalisant au profit de nouveaux bureaux destinés à de grands groupes anonymes plutôt qu'à l'exploitation d'un magasin emblématique de la ville. Le syndicat attend que Swiss Prime Site trouve une solution pour que toutes les personnes perdant leur emploi puissent être reclassées. Unia demande également la négociation d'un plan social équitable et généreux pour l'ensemble du personnel. Le groupe ne semblant pas manquer d'argent, souligne le syndicat. ■ SH



Le flyer distribué par les syndicalistes d'Unia aux vendeuses et aux vendeurs du canton de Neuchâtel.

# LE KURDISTAN, AU CŒUR DU SÉISME...

Une soirée de solidarité et de récolte de fonds a été organisée dix jours après les tremblements de terre meurtriers en Turquie et en Syrie. L'organisation humanitaire Croissant Rouge du Kurdistan Suisse a présenté son action dans la région

Textes Sylviane Herranz

L'émotion était intense au soir du 16 février, au centre Pôle Sud à Lausanne. Une centaine de personnes s'étaient réunies pour une soirée de solidarité et de récolte de fonds mise sur pied tout juste dix jours après les violents tremblements de terre qui ont semé la désolation dans le sud de la Turquie, au Kurdistan et au nord de la Syrie. Emotion et colère aussi face aux lenteurs de l'acheminement des secours dans les régions éloignées, et même au blocage et à la confiscation de matériel humanitaire par le régime du président Erdogan. La soirée était organisée par plusieurs mouvements kurdes et par le Croissant Rouge du Kurdistan Suisse, une association humanitaire totalement indépendante des Croissant Rouge turc et syrien et des gouvernements de ces deux pays. La soirée était soutenue par des formations politiques vaudoises et lausannoises, dont le Parti socialiste, le POP, les Verts et Solidarités.

«Il y a des dizaines de milliers de victimes, des dizaines de milliers sont encore sous les décombres. Cette catastrophe sévit dans une situation très dure, avec un froid intense», a introduit Firat Anli, ancien maire de Diyarbakir, ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie, emprisonné en 2016-2017. «C'est un fait, depuis la révolution du Rojava, de nombreuses villes kurdes ont été détruites ou attaquées par les militaires. Il y a eu énormément de victimes ces dix dernières années. Si nos mairies, nos municipalités n'avaient pas été démis de leur fonction, nous aurions pu venir en aide aux victimes de ce séisme», a-t-il poursuivi, rappelant la situation politique sous tension dans laquelle est survenue la catastrophe. «Autant nous sommes conscients que nos mains sont attachées par Erdogan, autant nous savons que la solidarité avec ce peuple qui résiste est bien réelle ici en Suisse.» Et de terminer sur une note d'espoir: «Nous avons reconstruit Kobané après des combats terribles, de la même manière nous reconstruirons les villes détruites par le séisme.» Firat Anli a appelé à l'entraide et au secours de toutes les minorités, alevites, arabes, syriennes, kurdes, «pour que nous puissions revivre ensemble, sans être à la merci d'Erdogan et de l'islamisme radical».

SOUTIEN AUX OUBLIÉS DES ÉTATS

Après les messages de sympathie d'élus et de partis locaux, Ozlem Arik, présidente du Croissant Rouge du Kurdistan Suisse, a présenté, en compagnie d'une bénévole, cette association installée à Lausanne et à Genève. Fondé en 1993 en Allemagne, le Croissant Rouge du Kurdistan a été mis en place par des Kurdes pour venir en aide à des personnes et à des familles en situation de détresse dans leur région et plus largement au Moyen-Orient. Il a essaimé depuis dans une douzaine de pays en Europe, avec des antennes au Japon et au Canada. Il est un soutien pour des populations discriminées face aux ressources attribuées par les États. Rappelons que le Kurdistan s'étend sur quatre pays: la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. «Depuis trente ans, nous avons des projets dans la région concernée par le séisme, au Kurdistan nord et au Rojava, au nord-est de la Syrie», ont indiqué les deux femmes, précisant que de 95% à 97% des sommes récoltées sont reversées aux victimes. Dès le premier jour du séisme, le Croissant Rouge du Kurdistan Europe a envoyé des fonds sur place. En dix jours, environ un million d'euros ont pu être transmis pour la distribution d'aide d'urgence dans plusieurs villes, telles que Malatya, Elbistan, Pazarcik, Antep, en grande partie détruites. Tentes, couvertures, matelas, poêles à bois, appareils de chauffage, générateurs ou encore matériels d'hygiène ont pu être fournis. Des cuisines collectives pour les repas ont été mises en place. Habituellement, l'association soutient la population et les enfants tant en Turquie que dans le Rojava, où elle a contribué à financer un centre de prothèses pour les victimes amputées de la guerre civile syrienne. Une guerre qui a divisé la région en plusieurs zones d'influence, rendant aujourd'hui l'aide humanitaire extrêmement difficile.

CRITIQUES ENVERS LE RÉGIME

Revenant sur la situation politique en Turquie, Ozlem Arik et sa collègue ont mis en évidence l'insuffisance de l'État, révélée par la catastrophe naturelle, dans une région où existent de grandes difficultés depuis longtemps. «Le tremblement de terre va les amplifier», ont-elles souligné, avant de fus-



Scène de désolation à Samsur, l'une des nombreuses villes touchées par les tremblements de terre qui ont ébranlé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie le 6 février dernier.

tiger le régime d'Erdogan qui a, entre autres, décrété l'état d'urgence. «Cela veut dire censure, contrôles, arrestations arbitraires, limitation de circulation des journalistes et des organisations d'aide humanitaire.» Les critiques envers le régime sont vives. Il aurait par exemple ordonné le déblaiement des gravats là où il aurait été possible de retrouver des survivants. De plus, de nombreux réfugiés syriens, sans existence officielle, sont morts sous les décombres. «L'État cherche à minimiser le nombre de victimes et bloque l'auto-organisation de la société civile pour les secours. Ce sont ces groupes, indépendants de l'État, que nous soutenons avec les fonds récoltés.»

Moment d'émotion encore lorsque le coordinateur des Tamouls de Suisse a pris la parole: «Notre communauté est très proche de celle des Kurdes. En décembre 2004, pendant le tsunami, nous avons vécu la même chose que vous aujourd'hui. Nous tenons à vous soutenir. Chez nous aussi, nous avons un régime dictatorial qui n'aide pas. En 2004, nous avons eu des milliers de décès, de personnes disparues, mais nous avons pu reconstruire et faire entendre la voix de la population tamoule. Je suis sûr que vous aussi, vous arriverez à le faire, et à continuer à lutter.» ■

Plus d'informations sur le Croissant Rouge du Kurdistan Suisse et dons sur: [heyvasor.ch](http://heyvasor.ch)

## LA SOLIDARITÉ SYNDICALE EN MARCHÉ



Après les séismes dévastateurs qui ont secoué le sud de la Turquie et le nord de la Syrie le 6 février, faisant quelque 50 000 morts, 115 000 blessés, 2,4 millions de déplacés et au moins 24 millions de personnes affectées, la solidarité internationale et locale bat son plein. Au niveau syndical, Unia a appelé à apporter son soutien financier à l'aide d'urgence de Solidar qui fournit, en collaboration avec des partenaires locaux en Turquie et en Syrie, de la nourriture, des soins médicaux, de l'eau et des vêtements chauds. Le syndicat s'est aussi engagé en faisant un don. De son côté, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), sise à Genève, a ouvert un fonds de solidarité pour les victimes du tremblement de terre et appelle ses syndiqués partout dans le monde à y contribuer. L'IBB travaille avec ses affiliés en Turquie dont les membres agissent directement sur le terrain. Ainsi, des milliers d'adhérents du Syndicat des travailleurs de la construction routière et du bâtiment, YOL-IS, se sont déplacés dans les zones touchées. Comme l'explique l'IBB dans un communiqué, «ils ont été à l'avant-garde des opérations de sauvetage. Au prix de perdre la vie, ils ont maintenu le réseau routier du pays ouvert et réparé les infrastructures endommagées au milieu des intempéries hivernales pour assurer le passage en toute sécurité du personnel d'urgence, des bénévoles et des fournitures.» Des membres et des responsables d'autres syndicats se sont rendus sur les lieux afin d'y apporter de l'aide.

Le syndicat mondial Industriall, lui aussi basé à Genève, compte également de nombreux affiliés dans les secteurs de l'énergie, des mines et de la production industrielle en Turquie. Il a lancé un appel à la solidarité avec les syndicats de Turquie qui ont perdu des adhérents dans la catastrophe ou dont les bâtiments ont été endommagés. Industriall a ouvert un compte pour soutenir financièrement ses membres sur place. ■

Plus d'informations et dons sur: [solidar.ch/fr/seismes-en-turquie-et-en-syrie](http://solidar.ch/fr/seismes-en-turquie-et-en-syrie)  
[bwint.org/fr\\_FR/cms/solidarite-pour-turkiye-2831](http://bwint.org/fr_FR/cms/solidarite-pour-turkiye-2831)  
[industriall-union.org/fr/appele-a-la-solidarite-avec-les-syndicats-de-turquie](http://industriall-union.org/fr/appele-a-la-solidarite-avec-les-syndicats-de-turquie)

EN UN CLIN D'ŒIL

## Manifester pour la paix



Le 24 février 2022, le régime de Poutine attaquait l'Ukraine, en violation du droit international. Un an après, plusieurs dizaines de milliers de civils et de militaires ont été tués. Le peuple ukrainien est confronté à la brutalité et à la violence au quotidien: crimes de guerre, viols, exécutions extrajudiciaires, frappes meurtrières contre des infrastructures civiles et des lieux de refuge... Des millions de personnes civiles ont été contraintes de fuir à l'étranger ou dans d'autres régions. «Ce massacre ne prendra pas fin tant que les troupes russes occuperont une partie de l'Ukraine. Leur retrait est un préalable absolu à toute négociation de paix», partage Unia Neuchâtel pour le Comité neuchâtelois de solidarité avec le peuple

ukrainien et les opposants russes, qui a exprimé son soutien lors d'un rassemblement devant la Fontaine de la Justice le 24 février (photo). De nombreuses autres démonstrations se sont tenues, le même jour, un peu partout en Suisse et dans le monde. Le 4 mars prochain, une nouvelle manifestation nationale pour la paix est organisée, dans le cadre d'une large coalition, par les associations ukrainiennes de Suisse, à Berne, au départ de la Schützenmatte à 14 heures. Le syndicat Unia soutient cette mobilisation et continue d'exiger «la fin des attaques et de tous les combats, ainsi que le retrait des troupes russes du territoire ukrainien». ■ AA/photos Thierry Porchet

# ENTRECROISER LES GÉNÉRATIONS

Des élèves genevois sont allés à la rencontre de dix résidents d'un EMS voisin de leur école. Un projet touchant qui rime avec transmission et partage. Reportage

Manon Todesco

Photos Olivier Vogelsang

Ce matin-là de février, le soleil transperce les baies de l'EMS du Nouveau Prieuré à Chêne-Bougeries. Il est 10h et une trentaine d'élèves du cycle d'orientation de la Gradelle, situé à deux pas, débarquent, dans la bonne humeur. Les jeunes, âgés entre 11 et 14 ans, se mettent en petits groupes et rejoignent chacun «leur» résident pour la dernière étape du projet: un entretien oral en vue de rédiger son portrait. Ils se connaissent déjà un peu, car deux rencontres ont eu lieu avant cela lors desquelles ados et anciens ont pu se découvrir à travers des lectures, des balades ou encore des jeux de société.

Porté par des enseignantes du cycle, ce projet a pour objectif d'amener plusieurs générations à s'entremêler, à partager des moments de vie, mais aussi à valoriser le parcours des personnes âgées qui peuplent le quartier de ces ados. «Nous souhaitons montrer à nos élèves qu'ils peuvent lâcher leur téléphone portable et offrir de leur temps aux autres, explique Maria Garcia, enseignante de français à l'origine du projet. Nous voulions également leur montrer que les aînés sont porteurs de richesses et de sagesse de vie, et qu'il est important d'immortaliser leur témoignage.»

## TANT D'AVENTURES...

Tout le monde est prêt. Résidents et élèves se montrent impatients. Tandis que l'un pose les questions, un autre enregistre et un tiers prend des notes. C'est au tour de Raoul Colin, ancien ingénieur chimiste d'origine belge, de se prêter au jeu de l'interview. «Quand j'avais 27 ans, je travaillais dans une entreprise qui produisait 10 000 tonnes d'acier par jour. J'ai failli mourir trois fois à cause d'explosions de gaz.» Ce poète amateur de 95 ans, arrivé à Genève en 1954, finira sa carrière chez DuPont, le géant industriel des matières plastiques.

Dans la salle d'à côté, au milieu de deux chats très joueurs, Henri Donati confie que son anniversaire vient de passer.



Intéressé et plein d'humour, Jean-Marc Aellen, Genevois de 77 ans, s'est à son tour pris au jeu de l'intervieweur.



Raoul Colin revient sur son passé d'ingénieur chimiste et ses 95 années d'existence.

«Joyeux anniversaire en retard, lance l'un des enfants. Vous avez reçu quoi?» «Oh, on a fêté ça tranquillement au restaurant avec une dizaine de personnes, des anciens collègues», répond l'aîné de 86 ans. «Je suis très apprécié de mes

amis, même si on arrive encore à s'engueuler!» Le Normand d'origine explique avoir beaucoup baroudé dans le monde, avec sa caravane américaine, mais le pays qu'il affectionne le plus reste la France.

Un peu plus loin, la discussion se poursuit. Sergueï Kaplun, boute-en-train dans l'âme de 83 ans, raconte être né en Egypte où son père, russe, tenait une imprimerie. Le moment historique qui l'aura marqué à vie? Des bombardements en Egypte, qui poussent la famille à quitter le pays. «J'avais 9 ans. Après cela, on a beaucoup bougé.» Le conseil de ce polyglotte aux jeunes? «Soyez heureux!»

## MESSAGE DES AÎNÉS

Pour certains, se livrer n'est pas un exercice évident. «Ce n'est pas facile de se confier à des jeunes sur des choses aussi intimes et privées», commente

Les entretiens se sont terminés sur un temps de jeux partagés entre jeunes, aînés...



Sergueï Kaplun, boute-en-train de 83 ans, ravi d'avoir participé à ces échanges.

Ragna Grandjean, arrière-grand-mère d'origine suédoise, qui partage ses souvenirs de l'Italie, un pays qu'elle affectionne beaucoup pour son art, sa beauté et son climat.

D'autres sont plus à l'aise. C'est le cas du Genevois de 77 ans Jean-Marc Aellen, qui prend le rôle de l'intervieweur à son tour. «Et toi, tu veux faire quoi plus tard?» «Pourquoi pas hôtesse de l'air», répond la jeune fille. Ce qui lui rappelle ses nombreux voyages en Afrique. «Et pourquoi pas devenir pilote après? Ou bien parachutiste? T'aurais les jetons?» Intéressé et plein d'humour, M. Aellen poursuit avec ses anecdotes d'ancien officier. «A l'armée, j'ai eu mon expérience en matière de parachutisme. Au Tessin, on devait faire dix sauts d'affilée, je n'ai pas réussi à en faire plus de cinq... Ce n'était pas pour moi.»

Entre admiration, respect et parfois malaise – quand la question n'est pas comprise par exemple –, l'échange reste riche et émouvant. Les sourires sont sur toutes les lèvres. Les recommandations données à la nouvelle génération se ressemblent: soyez sages, travailleurs et prenez la vie avec optimisme.

## EXPO À VENIR

A la fin des entretiens, les élèves déboulent avec des boissons et des petites gourmandises qu'ils offrent aux résidents. Certaines discussions se poursuivent. «J'ai adoré ces rencontres, c'était formidable, j'ai eu beaucoup de plaisir et j'espère qu'on se reverra», conclut Sergueï Kaplun. Nous aussi, répondent les élèves en chœur. Plus haut dans les étages, Raoul Colin a emmené les collégiens voir sa chambre, et les souvenirs qui s'y trouvent. Et en bas, pendant que certains se retrouvent à jouer au baby-foot dans le hall de l'EMS, d'autres terminent cette rencontre autour d'un jeu de société en compagnie des résidents.

Jeunes et moins jeunes seront amenés à se revoir, puisque ces portraits feront, au mois de juin prochain, l'objet d'une exposition à l'EMS lors de laquelle tous les acteurs du projet se retrouveront pour trinquer. ■



Un travail d'équipe. L'un des élèves pose les questions, un autre prend des notes. Le tout dans un environnement chaleureux, où même les chats sont de la partie.



# 8 MARS 2023: VERS LA GRÈVE DES FEMMES DU 14 JUIN

Ce samedi 4 mars se dérouleront les Assises nationales de la Grève féministe à l'espace Frison à Fribourg. Toutes les femmes intéressées peuvent y participer (voir sur [grevefeministe.ch](http://grevefeministe.ch)). Quelques jours plus tard se déroulera le 8 mars, date symbolique de la Journée internationale des femmes. A cette occasion, des actions, stands et manifestations auront lieu partout en Suisse, avec, en perspective, la préparation de la nouvelle Grève féministe du 14 juin. Voici le programme, non exhaustif, pour la Suisse romande.

## FRIBOURG

**16h-17h30:** stand du collectif, place de la Gare.

**18h:** rassemblement, lecture des revendications nationales et action surprise devant le théâtre Equilibre.

**20h:** soirée-discussion « Comment faire la grève féministe? A la maison, au travail (avec Unia et le SSP), sur nos lieux d'études et au niveau de la consommation. Programme ouvert à toutes et aux hommes solidaires.

## GENÈVE

**17h:** rassemblement, puis manifestation à 17h30, rue du Mont-Blanc, devant la Poste.

**18h45:** arrivée du cortège à la plaine de Plainpalais.

**19h:** mise à feu du patriarcat.

## NEUCHÂTEL

**La Chaux-de-Fonds**

**Matin jusqu'à 14h:** stand d'information au marché, avec distribution de soupe, thé et discours et lecture publique.

## Neuchâtel

**15h-17h30:** stand d'information vers la fontaine de la Justice.

**18h:** rassemblement à la place de la Gare, puis manifestation.

## TRANSJURANE

**Delémont**

**13h30-17h30:** rassemblement à la place de la Gare.

**15h24:** destruction du mur de la honte et prises de parole.

**Saint-Imier**

**18h:** vernissage de l'expo «Femme!»

**Le Noirmont**

**19h30:** apéro et film au CinéLucarne.

## VALAIS

**Monthey**

**9h30-12h:** stand au marché pour lancer l'appel à la Grève féministe, flyers, discussions et distribution de roses.

**Sion**

**19h:** conférence «Vers une éducation égalitaire», avec Caroline Dayer, à la Médiathèque.

## VAUD

**Lausanne**

**18h:** manifestation, place de la Riponne.

Distribution du «8 minutes», édition 2023.

**Plus d'informations sur:**  
[grevefeministe.ch/8-mars-2023](http://grevefeministe.ch/8-mars-2023)

## THÉÂTRE LE MONDE IMPITOYABLE DU TRAVAIL EN SCÈNE

Cadence infernale, objectifs de rentabilité démesurés, traque aux économies... La troupe du théâtre de la Tournelle d'Orbe présentera de nouveau, en mars à Pully, la pièce *Flexible hop hop!*. Une comédie satirique sur le monde impitoyable du travail entre course à la productivité, maintien de la compétitivité face aux menaces des délocalisations, perte de sens. Un microcosme où les ouvriers trop âgés n'ont plus leur place – ne rapportant pas assez – remplacés par une main-d'œuvre non expérimentée et bon marché corvéable à merci. Des employés appelés à tous les sacrifices avec, comme mot d'ordre, l'impératif de la flexibilité.

Mise en scène par la professionnelle Doris Naclerio, et regroupant sept comédiens amateurs, la pièce met en lumière les dérives d'un système capitaliste orienté sur la maximalisation des profits et les relations entre dirigeants et salariés, en jouant sur les registres de l'humour et de la réflexion. ■ SM

Le spectacle est à voir au théâtre de la Voirie à Pully les 3, 4, 10 et 11 mars à 20h, 5 et 12 mars à 17h. Tarif standard: 25 francs; étudiants et retraités: 20 francs. Horaires et réservations sur: [theatredelavoivre.ch](http://theatredelavoivre.ch)



## AGENDA UNIA

### BIENNE

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Bienne:** pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

**Granges-Longeau:** pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

**Lyss:** le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur [bienne-soleure.unia.ch](http://bienne-soleure.unia.ch)

### FRIBOURG

#### PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à [fribourg@unia.ch](mailto:fribourg@unia.ch). En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

#### BULLE

##### INVITATION - CONVOCATION

**Assemblée annuelle du Chalet de l'entraide**

Aux membres Unia, Syndicom, SEV, SSP, USF, PS Gruyère. Chères et chers collègues, Vous êtes convoqués et invités à l'Assemblée annuel du Chalet de l'entraide de Montbarry-Le Pâquier qui aura lieu le **vendredi 24 mars à 20 h au chalet**. Ordre du jour: 1. Bienvenue et liste de présence. 2. Présentation des nouveaux concierges. 3. Procès-verbal de l'assemblée du 22 avril 2022. 4. Rapport du comité pour l'année 2022. 5. Rapport du caissier pour l'année 2022. 6. Rapport des vérificateurs, approbation des comptes. 7. Nominations statutaires. 8. Approbation du budget. 9. Activités – travaux 2023: chalet - route des Cavues – source – suite publicités. 10. Divers.

Les propositions et amendements à l'ordre du jour doivent parvenir au comité cinq jours ouvrables avant la tenue de l'assemblée. Avec les nouveaux statuts de 2022, chaque fédération délègue un nombre de personnes en fonction de ses effectifs (La Gruyère): PS = 5 délégués; Unia = 19; Syndicom = 4; SEV = 2; SSP = 2; USF = 1; Total = maximum 35 délégués. A l'issue de l'assemblée, nous aurons le plaisir de vous servir une collation. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer. Merci. Au plaisir de vous rencontrer nombreux, nous vous adressons nos meilleures salutations. Au nom du comité: Raymond Remy, président Transport, excuses: 026 912 56 91 ou 079 944 85 ou [raymond.remy@websud.ch](mailto:raymond.remy@websud.ch)

**CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER**  
Locations: dès le 15 mars, veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou [carlosmendes614@gmail.com](mailto:carlosmendes614@gmail.com) qui remplacent Martine Remy après 35 ans de service.

### GENÈVE

#### HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h

à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

#### GRUPE DES RETRAITÉS

**Comité des retraités**  
Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les **2<sup>e</sup> mardis du mois**, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

#### Assemblée générale des retraités

La prochaine assemblée générale annuelle des retraités et retraités d'Unia Genève aura lieu: **mardi 14 mars de 14h à 16h30**, à Unia Genève, 5, ch. Surinam, salle Daniel Marco.

### NEUCHÂTEL

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel**

**Permanences syndicales:** lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

**Ouverture des secrétariats:** du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

**Fleurier, permanences syndicales**

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

**Ouverture du secrétariat**

Vendredi de 10h à 12h.

#### Le Locle

**Ouverture du secrétariat**

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

#### Permanence téléphonique pour toute la région:

du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

#### TERtiaire

**Assemblée générale du commerce de détail le 15 mars**

Unia Neuchâtel invite tous les employés et les employées du commerce de détail du canton, y compris le personnel des pharmacies et des opticiens, à l'assemblée générale de la branche qui aura lieu **mercredi 15 mars dès 19h**.

A l'ordre du jour: présentation des résultats des négociations pour le renouvellement de la CCT neuchâteloise du commerce de détail, questions et discussions, puis vote sur l'ensemble. La CCT préserve et encadre les droits du personnel de la vente dans tout le canton. Il est primordial de pouvoir la pérenniser. La présence à cette assemblée de tous les membres d'Unia Neuchâtel de la branche et des non-membres est centrale. Il en va de l'avenir de la CCT. Rendez-vous à 19h à Unia Neuchâtel, avenue de la Gare 3, et à Unia La Chaux-de-Fonds, avenue Léopold-Robert 67. Début de l'assemblée à 19h30. Participation en ligne possible. Inscriptions auprès de [sandrine.maeder@unia.ch](mailto:sandrine.maeder@unia.ch), 076 509 40 02.

#### GRUPE DES RETRAITÉS

**Rappel aux membres du comité des retraités Comité des retraités Neuchâtel:** 9 mars de 15h à 16h30.

**Comité des retraités Neuchâtel:** 6 avril de 14h30 à 16h.

**Assemblée des retraités Unia région Neuchâtel:** 26 avril, de 14h30 à 16h.

#### Match au loto

Le traditionnel match au loto des retraités se tiendra **le mercredi 15 mars à 14h** au restaurant Piscine-Patinoire de La Chaux-de-Fonds. Les membres et sympathisants sont cordialement invités. Merci d'apporter un ou plusieurs lots. Prière de s'inscrire auprès du président, Didier Gigon, jusqu'au 13 mars. Tél. 032 968 63 08 ou 079 385 37 55. Si des personnes peinent à se déplacer le signaler à cette occasion.

### TRANSJURANE

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Secrétariat de Delémont**

**Téléphone:** lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600

**Delémont,** rue de la Jeunesse 2, 2<sup>e</sup> étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

**Porrentruy,** rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

**Tavannes,** rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

**Saint-Imier,** rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Delémont:** lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.

**Moutier:** mercredi après-midi, de 14h à 17h.

**Porrentruy:** lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

**Saint-Imier:** mardi et jeudi de 14h à 17h.

**Tavannes:** lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

**Permanence téléphonique:** 058 332 11 32.

### VALAIS

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Téléphone:** 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

**Ouverture des guichets:** lundi, mercredi et vendredi.

**Sion, Sierra, Martigny, Monthey:** de 9h à 11h30.

**Permanences du soir**

**Sierra:** lundi de 17h à 19h.

**Monthey:** mardi de 17h à 19h.

**Sion:** jeudi de 17h à 19h.

**Martigny:** jeudi de 17h à 19h.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Téléphone:** 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

**Ouverture des guichets:**

**Martigny, Monthey, Sierra, Sion**

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h, mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

## EXPO LES ENFANTS DU PLACARD À LA CHAUX-DE-FONDS

En lien avec l'article paru dans notre dernière édition – «Les enfants de saisonniers sortent du placard...» – nous rappelons que l'exposition consacrée à ces enfants cachés est toujours ouverte au Musée d'histoire de La Chaux-de-Fonds. Intitulée «Enfants du placard. A l'école de la clandestinité» (voir aussi *L'ES* du 31 août 2022), elle fermera ses portes au soir du 19 mars prochain. Cette exposition, présentée depuis l'été dernier, invite à entendre les témoignages et à découvrir le parcours de ces enfants obligés de se terrer dans l'appartement de leurs parents, venus travailler en Suisse comme saisonniers, à qui le regroupement familial était interdit. ■ L'ES

Le Musée d'histoire est ouvert du mardi au dimanche, de 10h à 17h. Plus d'informations au 032 967 60 88 ou sur: [mhdcf.ch](http://mhdcf.ch)

## CLIMAT JOURNÉE CONTRE LES ÉNERGIES FOSSILES

Vendredi 3 mars, la Grève du climat (GdC) appelle à des manifestations partout en Suisse, notamment à Berne, Zurich ou encore Lucerne. A Sion, des stands d'information de diverses associations seront organisés sur la place de la Planta de 11h30 à 16h30, l'heure à laquelle s'ébranlera une marche pour le climat afin de demander la fin des investissements dans les infrastructures d'énergies fossiles. Dans un communiqué, la GdC condamne notamment la décision de la Confédération de conclure un contrat pour l'expansion et la rénovation de la plus grande centrale à gaz de Suisse à Thermet. «Cette décision a été prise malgré l'étude publiée par la Confédération le 2 novembre 2022 dont le scénario de référence ne prévoit pas de risques pour l'approvisionnement en énergie électrique cet hiver», indique-t-elle, en dénonçant la proximité du Conseil fédéral avec le lobby fossile. «Sa politique irresponsable n'a pas de fondement scientifique. En signant l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à respecter la limite du 1,5 °C. Mais la Confédération contredit son engagement en investissant des millions dans les infrastructures fossiles...» La GdC rappelle le besoin «d'un développement rapide des énergies renouvelables» et d'une «politique sociale de crise». ■ AA

## ROMANDIE «COMMENT NOURRIR LE MONDE DE DEMAIN?»

Dans le cadre de leur campagne nationale 2023, l'EPER et Action de Carême mettent en lumière la contribution de l'agroécologie à la justice sociale et environnementale. Durant le mois de mars, une série de rencontres publiques et de visites de fermes sont proposées avec des acteurs locaux, des spécialistes, et Diary Ratsimanarihaja, experte agronome et coordinatrice de projet à Madagascar. Celle-ci témoignera de l'impact du dérèglement climatique dans son pays et des initiatives qui contribuent à défendre le droit à l'alimentation des populations locales.

Le samedi 11 mars, de 14h à 18h30, à Thielle-Wavre, une rencontre à la ferme Clottu est organisée avec des paysans de la région et une permacultrice. Plusieurs tables rondes sont proposées les jours suivants. Une, en ligne, est prévue le lundi 13 mars, à 19h, avec l'ancien élu et militant écologiste Fernand Cuche et Kibrom Mehari, spécialiste en droit à l'alimentation à l'EPER. Le lendemain, au Club 44 à La Chaux-de-Fonds, à 20h15, Diary Ratsimanarihaja sera entourée du spécialiste en agroécologie Alex Aebi, de l'agricultrice bio Danielle Rouiller et de Jérémie Forney, expert des enjeux environnementaux liés à la production alimentaire. Le 15 mars, à la Fondation rurale interjurassienne à Courtételle, l'agronome malgache sera en compagnie d'Alexia Rossé, du laboratoire de transition intérieure des deux ONG, et de Luca Piccin, spécialiste en agroécologie. Puis, le 17 mars, à 19h30, on la verra à l'Espace Dickens à Lausanne, avec Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et Hélène Bougouin, chercheuse à l'institut de recherche de l'agriculture biologique, pour parler de «Comment nourrir le monde de demain». Une rencontre à la ferme Fazan à Apples de 13h30 à 18h30 est prévue le 18 mars, en présence également de l'apicultrice Rachel Velten. Mardi 21 mars, à 20h au cinéma Grain d'El, Bex, le documentaire de Pierre Fromentin *Ceux qui sèment* sera projeté avant une table ronde. Enfin, une ultime rencontre est prévue le 25 mars à la Ferme des Terres rouges à Pomy de 13h30 à 18h30. ■ AA

Programme complet des activités et inscriptions (obligatoires pour certaines rencontres) sur: [voir-et-agir.ch/events](http://voir-et-agir.ch/events)

### VAUD

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se

font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les **lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h**. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

#### Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.



# «ÊTRE UNE FEMME SUR UN CHANTIER PEUT VITE VIRER AU CAUCHEMAR»

Unia Genève a réuni quatre travailleuses du bâtiment pour qu'elles partagent leur quotidien et réfléchissent sur des propositions pour améliorer leurs conditions de travail. Témoignages

Manon Todesco

Dans le cadre de la grande enquête lancée par le syndicat auprès des femmes sur les chantiers (lire ci-dessous), Unia Genève a pris l'initiative de réunir des travailleuses du bâtiment pour connaître leurs conditions de travail mais aussi leurs revendications. «Il y a de plus en plus de femmes sur les chantiers, et votre avis est important en vue des négociations conventionnelles à venir», a introduit José Sebastiao, secrétaire syndical responsable de la construction et moteur de cette réunion, qui s'est tenue le 23 février. «C'est une année syndicale très importante, notamment à travers la grève des femmes, complète Helena Verissimo de Freitas, secrétaire régionale adjointe. Si les femmes sont très présentes dans le tertiaire, dans les métiers dits typiquement féminins, c'est le moment de s'intéresser à celles qui œuvrent sur les chantiers.»

## HYGIÈNE DÉPLORABLE

Ce soir-là, une apprentie maçonnerie, une peintre en bâtiment, une électricienne et une femme active dans le désamiantage sont présentes. Elles parlent de leur quotidien, et notamment des problèmes d'hygiène et de locaux. «Il est très difficile d'avoir deux endroits distincts pour se changer et manger», explique Alexandra. «Les toilettes sont toujours sales. On doit demander au chef d'équipe d'en mettre une à disposition pour nous, les femmes. Ça prend du temps, et parfois, ce n'est pas fait. Il m'arrive d'aller au café le plus proche pour me rendre aux WC, car les toilettes chimiques, je ne rentre même pas dedans!» Diana, l'électricienne, dit se changer avec les hommes, faute d'espace mis à disposition pour elle. «Tu dois exiger un vestiaire pour toi, c'est ton droit», lui disent ses consœurs. «Au-delà des toilettes, c'est l'entier du chantier qui est sale, rajoute Diana. Entre les déchets et la poussière, c'est difficile de travailler dans ces conditions. A chaque fois, je dois nettoyer ma place de travail avant de démarrer.» Pour Mila, apprentie maçonnerie, les galères commencent

dès l'école professionnelle. «Ils ont mis une semaine et demie à me trouver un vestiaire séparé.»

## MALTRAITANCES

Etre une femme dans ces métiers, c'est batailler plus. Alexandra, peintre depuis huit ans dans la même entreprise, pense que c'est plus difficile de gravir les échelons. En tout cas, ce n'est pas sans risque. «J'ai été nommée cheffe d'équipe à plusieurs reprises sur des chantiers et, à chaque fois, ça s'est mal passé. Un collègue a menacé de me frapper et il n'y a jamais eu de représailles. On m'a fait comprendre que j'étais responsable mais que je n'avais pas d'ordre à donner à mon équipe...» Alexandra en a vu de toutes les couleurs. Tantôt rabaissée par ses supérieurs, enfermée seule dans un local pour manger, puis harcelée, sexuellement et moralement, elle tient bon par amour de son métier. «J'ai été harcelée pendant six mois par un agent de sécurité du chantier. Ça a été crescendo. J'ai eu beau en parler à mes collègues et à mes supérieurs, personne ne m'a défendue ni soutenue. Ils minimisaient, ils disaient que j'en faisais trop. J'ai fini par faire une dépression et sombrer dans l'alcool.» Elle est aujourd'hui la seule femme employée fixe dans son entreprise, alors que, quand elle a commencé, elles étaient vingt. Quant au salaire, elle dit gagner 5% de moins que ses collègues hommes, aussi qualifiés qu'elle...

## SE RÉSIGNER OU PARTIR

Les langues se délient. Clairement, le mauvais traitement réservé aux femmes sur les chantiers s'avère généralisé. «Ça arrive que je reçoive des remarques déplacées, mais je coupe court tout de suite, je ne me laisse pas faire», confie Diana. Mila, elle, tombe des nues quand elle se plaint auprès des responsables de sa formation au sujet d'une réflexion inadaptée d'un enseignant. Voilà la réponse qu'elle reçoit: «Si vous n'êtes pas prête à entendre ce genre de réflexion sur les chantiers c'est que ce n'est pas un métier pour vous!» «Donc on doit se contenter d'en prendre plein la gueule, juste



Réunies dans les bureaux d'Unia Genève, Alexandra, peintre en bâtiment, Diana, électricienne, Mila, apprentie maçonnerie, et Anna, travaillant dans le désamiantage, ont fait part des difficultés rencontrées sur les chantiers. Tant au niveau de l'hygiène, que de la violence et du harcèlement. Elles ont aussi mis en avant plusieurs revendications.

parce que c'est comme ça?» s'indigne la jeune femme. Mila dit travailler dans une petite entreprise et ne rencontrer aucun problème avec ses collègues. Enfin presque. «Une fois, un collègue de 63 ans m'a claqué les fesses avec une truelle. Je ne savais pas comment réagir sur le coup, je n'ai rien dit...» Si elle affirme être plutôt bien lotie, ce n'est pas le cas de ses camarades de volée, qui n'ont pas souhaité venir à la réunion. «Sur les quatre filles, trois n'en peuvent déjà plus et pensent quitter le métier.» Pas parce que c'est un métier physique, ou difficile, rien à voir! «Certaines ont reçu des messages de leurs collègues avec des photos de leur sexe, d'autres ont été convoquées car

des collègues se sont plaints que leur pantalon était trop moulant ou qu'on voyait leurs sous-vêtements...»

## POUR DE MEILLEURES CONDITIONS

Face à ces réalités, des revendications ont été dressées. D'abord, une meilleure hygiène sur les chantiers est primordiale pour le bien-être de toutes et tous. Les femmes ont de plus appelé à réfléchir à un congé menstruel pour celles qui en auraient besoin. Elles plaident également pour une semaine de quatre jours, afin de mieux concilier vie privée et vie professionnelle. Elles aimeraient un congé maternité plus long, mais aussi un congé en amont, pendant la grossesse, pour

préserver la santé de la maman et du bébé. Sans oublier un congé parental. «Il est très important de coupler congé maternité plus long et congé parental, car, si ce n'est pas égalitaire, ils ne voudront plus embaucher de femmes sur les chantiers», souligne Diana. Elles proposent enfin une formation de l'ensemble des acteurs du secteur, ouvriers mais aussi contremaîtres et formateurs, sur l'intégration des femmes sur les chantiers et la prévention contre le harcèlement. «Ce n'est pas la pénibilité de nos emplois qui nous fait fuir, mais tous les bâtons que nos collègues hommes nous mettent dans les roues en permanence!» ■

## Améliorer les conditions de travail des femmes dans les métiers du bâtiment

Unia lance un grand sondage dans l'artisanat afin de connaître les conditions et les revendications des femmes du secteur en vue de la Grève féministe du 14 juin, mais aussi au-delà

Manon Todesco

Le syndicat Unia a récemment lancé un large sondage à l'attention des femmes œuvrant dans le secteur des arts et métiers, à savoir les branches de la peinture-plâtrerie, les techniques du bâtiment (entre autres, installations sanitaires, ferblanterie, chauffage et climatisation), l'installation électrique, l'enveloppe des édifices (couvreuses et façadières), la menuiserie ou encore la charpenterie. Elles sont encore peu représentées dans ces métiers, mais la donne pourrait changer. Difficile de donner des chiffres très précis. On sait par exemple que, dans l'industrie de la plâtrerie-peinture en Suisse alémanique, au Tessin et dans le Jura, près de 15% des employés sont des femmes, y compris les apprentis.

«L'objectif de cette enquête est de connaître les conditions de travail des femmes dans les métiers du second œuvre et d'obtenir des améliorations de ces conditions à long terme, au-delà de la Grève des femmes du 14 juin 2023», informe Daniela Karst, membre du secteur de l'Artisanat à Unia et responsable de la campagne «Vous, les femmes sur les chantiers».

## FEMMES DÉCOURAGÉES

Les femmes pourraient bien jouer un rôle clé dans ces professions: «Les employeurs du second œuvre tentent actuellement de recruter fortement des femmes pour compenser leur manque de main-d'œuvre qualifiée, par exemple dans l'industrie de la peinture et de la plâtrerie ou dans les branches de l'électricité et des techniques du bâtiment», explique la syndicaliste.

Le problème, c'est que, sur les chantiers notamment, les conditions sont souvent précaires, ce qui peut expliquer que nombreuses sont celles qui quittent leur branche après peu de temps. «Il manque de toilettes propres ou de moyens auxiliaires pour lever des charges lourdes, pointe Daniela Karst. De plus, à l'exception du secteur de la peinture et de la plâtrerie, le travail à temps partiel n'est pas réglementé, ce qui décourage notamment les jeunes travailleuses. Nous voulons également savoir quelle est l'ampleur réelle du problème du harcèlement sexuel dans les métiers de l'artisanat et de la construction.»

## GRANDE ASSEMBLÉE

Syndicalement, il s'agira aussi d'augmenter la représentation des femmes dans les organes du secteur de l'artisanat d'Unia.

Une fois les résultats de l'enquête décortiqués, une assemblée nationale des femmes travaillant dans les métiers de l'artisanat et de la construction aura lieu le 22 avril prochain à Berne. «Les femmes y décideront de leurs revendications, précise la responsable syndicale. Elles discuteront aussi des actions possibles à mener lors de la Grève féministe du 14 juin dans leurs entreprises et sur leurs chantiers. Enfin, leurs revendications seront également reprises dans les négociations conventionnelles dans les différentes branches du second œuvre.» ■

Le sondage est disponible jusqu'à fin mars 2023 sur: [unia.ch/fr/campagnes/vous-les-femmes-sur-les-chantiers](https://unia.ch/fr/campagnes/vous-les-femmes-sur-les-chantiers)

## BRÈVE

### GENÈVE DES CHANTIERES DIGNES, ÇA PASSE AUSSI PAR LES WC

A Genève, les syndicalistes d'Unia qui visitent quotidiennement les chantiers du canton sont étonnés de voir fleurir sur plusieurs d'entre eux des urinoirs, de différentes tailles et formes. Disposés directement sur le lieu de travail, ils évitent aux travailleurs de faire des allers-retours aux toilettes. «L'objectif est d'économiser du temps de travail et de dissuader les employés de retourner à la cabane, ce qui prend quelques minutes, expose José Sebastiao, secrétaire syndical responsable du secteur. C'est inadmissible! La dignité et le respect des travailleurs doivent passer avant les délais. Les entreprises doivent également prendre en compte la présence, même minime, des femmes sur les chantiers, pour qui les urinoirs ne sont évidemment pas adaptés. Il faut donner un coup d'arrêt à cette nouvelle pratique.»

Avant cette prolifération des urinoirs, Unia avait déjà bataillé contre le recours de plus en plus fréquent aux toilettes chimiques sur les chantiers alors que la législation cantonale (RChant) ne les tolère qu'en cas d'impossibilité de raccordement au réseau. «Après être intervenus auprès de certaines entreprises, de maîtres d'ouvrage et des instances étatiques de contrôle, nous avons réussi à faire appliquer le règlement et donc à stopper l'utilisation abusive des toilettes chimiques sur les chantiers», rappelle José Sebastiao.

Unia a de nouveau saisi les instances de contrôle pour obtenir l'interdiction des urinoirs. «Les travailleurs et les travailleuses ont le droit de disposer d'installations de WC adéquates. Respecter la dignité du personnel est aussi une obligation de l'employeur.» ■ MT

# QUAND LA VICTIME DEVIENT COUPABLE

Dans son nouveau film, *La syndicaliste*, le réalisateur français Jean-Paul Salomé raconte l'histoire vraie de Maureen Kearney, une déléguée CFDT chez Areva qui s'est battue pour faire éclater un scandale d'Etat et défendre plus de 50 000 emplois. Un thriller qui plaide en faveur d'une meilleure protection des lanceurs d'alerte

Textes Nicolas Jacot

D'origine irlandaise, Maureen Kearney est professeure d'anglais depuis 2004 dans le cadre de la formation continue chez Areva, le géant du nucléaire français. Mais aussi et surtout la déléguée syndicale CFDT de l'entreprise. Fonceuse et très impliquée dans sa mission au service de la protection des travailleurs et des travailleuses, Maureen Kearney a également développé une certaine connivence avec la PDG Anne Lauvergeon. Mais à la suite de la destitution de cette dernière en 2011 par le président Sarkozy et de la nomination du sanguin Luc Oursel à la tête du groupe, la vie de cette quinquagénaire tourne au cauchemar. Maureen Kearney prend conscience de transactions secrètes entre la France et la Chine. Des transactions qui signifieraient le démantèlement d'Areva, la perte d'un savoir-faire bradé aux Chinois et de l'indépendance énergétique de la France, mais surtout la disparition de 50 000 emplois. Bien décidée à faire éclater ce scandale, la syndicaliste se retrouve seule contre tous et face à un mur: les politiques estimant que la si-

tuation est sous contrôle et les industriels que cette enseignante d'anglais n'est pas compétente sur les questions techniques. Parallèlement, des appels anonymes et des menaces commencent à ponctuer son quotidien. Jusqu'à ce jour de décembre 2012 où Maureen Kearney est retrouvée chez elle par sa femme de ménage, ligotée à une chaise, une lettre A tailladée sur le ventre et le manche d'un couteau introduit dans le vagin. L'enquête est menée sous pression, car le sujet est sensible. Cette agression est-elle liée à son combat? Mais de nouveaux éléments sèment le doute dans l'esprit des enquêteurs: la déléguée syndicale aurait-elle mis en scène son agression pour donner du poids à ses dénonciations? De victime, Maureen Kearney devient alors suspecte...

## LANCEUSE D'ALERTE SEULE CONTRE TOUS

Adaptation du livre *La syndicaliste*, enquête de la journaliste Caroline Michel-Aguirre, le film, qui prend la forme du thriller, a été conçu dans un véritable souci de vérité: «Certains dialogues sont exacts au mot près, explique le réalisateur Jean-Paul Salomé, notamment ce que l'on entend au cours des deux procès.»



De plus, en racontant l'histoire de cette femme, Jean-Paul Salomé soulève aussi la question plus personnelle de comment se relever après une telle épreuve: «Au-delà des faits, des enjeux politiques et industriels, j'avais envie de savoir ce que Maureen avait vécu de l'intérieur, précise-t-il, ce qu'avaient traversé ses proches, comment elle s'était reconstruite. Il me manquait une dimension intime.»

Mais la problématique principale abordée dans le film concerne bien la question de la protection des lanceurs d'alerte - seuls contre tous - et la valeur donnée à leur parole. «Maureen se bat contre une sorte d'hydre tentaculaire qui la dépasse complètement», analyse la comédienne Isabelle Huppert, interprète du personnage. Une situation

inégal encore amplifiée ici par le fait que Maureen Kearney est une femme. Soumise à des examens gynécologiques dégradants à répétition dans le cadre de l'enquête, elle se retrouve uniquement face à des hommes - enquêteurs et médecins - qui estiment qu'elle n'a pas réagi «comme une femme vio-

lée», ainsi que cela figure dans les rapports de l'époque. En remettant en doute ses déclarations, ils la font ainsi passer du statut de victime à celui de coupable. ■

*La syndicaliste*, de Jean-Paul Salomé, sortie en Suisse romande le 1<sup>er</sup> mars.

## 10 BILLETS GRATUITS!

Nous tenons à la disposition de nos lectrices et de nos lecteurs 10 billets gratuits pour le film *La syndicaliste* offerts par le distributeur Filmcoop Zürich.

Attention, ces billets sont valables uniquement du lundi au vendredi (jours fériés exclus).

Intéressés? Ecrivez-nous en indiquant vos coordonnées à [forum@evenement.ch](mailto:forum@evenement.ch) ou à *L'Événement syndical*, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne.

# QUAND LA PROPRETÉ DEVIENT UN LUXE

Avec *Matter out of Place*, le cinéaste autrichien Nikolaus Geyrhalter capte la prolifération de nos débris et surtout le travail infini et ingrat des personnes qui tentent de nous en débarrasser. Des images fortes qui rappellent que l'absence de déchets est le privilège des riches...

Des sommets de la Suisse aux côtes de la Grèce et de l'Albanie, en passant par une usine d'incinération en Autriche, mais également par le Népal, les plages paradisiaques des Maldives ou encore le désert du Nevada, le cinéaste autrichien Nikolaus Geyrhalter filme nos ordures dans *Matter out of Place* («Matière hors de propos», pour désigner les objets étrangers à un environnement). Mais si son documentaire d'images sans commentaires propose des plans fixes impressionnants - alliant laideur et beauté absolues - c'est avant tout la tâche de celles et ceux qui nous débarrassent de ces débris qui est ici mise à l'honneur: «Rendre hommage à ce travail de Sisyphe a été dès le début un thème de la recherche», explique-t-il. La mission de ces nettoyeurs atteint clairement son paroxysme dans les zones touristiques et prestigieuses où l'on s'efforce de dissimuler autant que possible à la clientèle les déchets qui s'accumulent. La vision burlesque d'un camion-poubelle suspendu à une benne de téléphérique rappellera que la gestion des ordures sous nos latitudes prend également des formes inattendues. Quant aux scènes tournées aux Maldives où les employés d'un hôtel de luxe sont occupés 24 heures sur 24 à redonner aux plages leur blanc immaculé, elles sont révélatrices des profondes inégalités face à la problématique. Notamment quand un peu plus loin, l'île où résident des autochtones fait office de dé-



charge. Ironie du sort, «lorsque le niveau de la mer montera, il ne restera des Maldives [...] que la montagne de déchets», indique le réalisateur.

## JETER N'EST PAS ANODIN

Mais le film vient surtout rappeler que se débarrasser d'un débris n'est pas un geste anodin: «Dans le meilleur des cas, analyse encore Nikolaus Geyrhalter, nous jetons nos déchets dans les poubelles séparées et pensons que c'est tout. En réalité, c'est le début d'une machinerie inimaginable.» Travail démesuré et ingrat de tri à la chaîne et à la main, logistique épuisante, lourde, voire dangereuse, font partie d'une réalité que nous avons souvent tendance à occulter; et que *Matter out of Place* se fait un devoir de nous rappeler. ■

*Matter out of Place*, de Nikolaus Geyrhalter, dans les salles de Suisse romande depuis le 22 février.

## FESTIVAL DU FILM VERT

Le documentaire *Matter out of Place* sera également projeté dans le cadre du 18<sup>e</sup> Festival du film vert. Du 4 mars au 9 avril, cet événement cinématographique aura lieu en Suisse romande, au Tessin, dans plusieurs communes françaises et même dans trois pays d'Afrique. Au total, ce sont plus de 300 projections d'une soixantaine de films qui auront lieu dans 87 endroits différents, ainsi que de nombreuses séances dans des écoles. Au programme: des documentaires «porteurs d'espoir», pour reprendre les termes du communiqué et qui tendent à mettre à l'honneur les «innombrables initiatives citoyennes qui voient le jour partout sur la planète pour proposer une autre façon de consommer, de vivre mieux, plus respectueuse de notre environnement». Ce sera notamment le sujet du film *Les gardiens du climat*, du réalisateur français Erik Fretel, qui recevra le Prix Albert Schweitzer à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du festival le 4 mars au Château d'Yverdon-les-Bains. ■

Plus d'informations et programme sur: [festivaldufilmvert.ch](http://festivaldufilmvert.ch)

# FIFDH DE RETOUR À GENÈVE



La 21<sup>e</sup> édition du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) de Genève aura lieu du 10 au 19 mars prochains. Le programme compte pas moins de 36 films documentaires et de fiction du monde entier, ainsi que des dizaines de débats, tables rondes et rencontres. Conflits et migration, décolonisation, féminicides, droits des enfants ou encore technologie et droits humains font, entre autres, partie des thématiques abordées.

Présenté en première mondiale, le documentaire *Pegasus, un espion dans votre poche* revient notamment sur le scandale de ce logiciel espion utilisé par 65 Etats pour surveiller à distance des syndicalistes, des activistes et des défenseurs des droits humains. Cette édition 2023 coïncide par ailleurs avec un anniversaire symbolique, ainsi que le souligne la directrice des programmes dans un communiqué: «Célébrer les 75 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme incite à considérer ces droits à la croisée de leurs continuités, ruptures et émergences. Le FIFDH Genève aborde ainsi avec une égale acuité des thèmes aussi complémentaires que l'humiliation comme outil d'oppression, l'extension des droits universels au monde du vivant ou les écueils éthiques à l'ère du numérique.»

Pour la première fois, le festival proposera également une programmation spécifique pour le jeune public dès 6 ans, avec notamment la projection du film d'animation *Interdit aux chiens et aux Italiens*, d'Alain Ughetto, qui revient sur l'histoire des milliers de travailleurs transalpins qui ont quitté leur pays au début du XX<sup>e</sup> siècle (image). ■

Plus d'informations et programme sur: [fifdh.org](http://fifdh.org)